

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 3 Interview : Joël Decaillon
- 4 Calendrier syndical
- 5 Calendrier européen
- 6 L'UE à la loupe
- 7 Ça peut vous intéresser

Le chiffre du mois

23 millions de chômeurs

En mars 2010, 23,130 millions de personnes étaient au chômage dans l'Union européenne (UE), dont 15,808 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2010, le nombre de chômeurs s'est accru de 123 000 dans l'UE et de 101 000 dans la zone euro. (Source : Eurostat)

À noter



Cher(e)s lecteur(trice)s,

Pourra-t-on dire de ce mois de mai 2010 qu'il aura été le mois de tous les dangers pour l'Europe ? En s'attaquant à la Grèce, les spéculateurs avaient parié sur l'éclatement de la zone euro. Au-delà de cette attaque budgétaire, c'est le projet de l'intégration européenne qui s'est trouvé en péril. Avec un retard flagrant, les chefs d'États et de gouvernement ont finalement mis en place un mécanisme de soutien aux pays ayant des difficultés à emprunter de l'argent sur les marchés mondiaux. Au niveau national, l'heure est à l'austérité budgétaire. Afin de faire face aux déficits publics aggravés par la crise, de nombreux pays européens adoptent des mesures d'austérité dont les travailleurs et les citoyens européens devront encore payer la note. La CES a mis en garde contre l'adoption de telles mesures car elles menacent la croissance et minent le pouvoir d'achat. De plus, ces mesures d'austérité réduiront comme une peau de chagrin les prestations sociales, dernier rempart contre l'exclusion sociale et elles aggraveront la précarité déjà très forte.

La situation est extrêmement grave et une réponse politique forte s'impose. C'est pour cette raison que les partenaires sociaux européens rencontreront prochainement le Président de la Commission européenne pour poser le problème de la dimension sociale de la crise.

Quelques progrès ont été faits en matière de réglementation financière. A ce propos, nous avons salué la décision du Conseil pour les affaires économiques et financières de l'UE visant à réglementer les fonds spéculatifs et les fonds d'investissement privés. Ce sera maintenant au Parlement européen de protéger la société contre les alchimistes qui ont fabriqué la catastrophe économique que nous connaissons.

John Monks
Secrétaire général





[La CES en action]

1^{er} Mai en Turquie : manifestation historique sur la place Taksim à Istanbul

01/05/2010 – Les affiliés turcs de la CES ont célébré la Journée internationale du Travail en manifestant sur la Place Taksim à Istanbul. C'est la première fois dans l'histoire que les autorités turques ont autorisé une manifestation unitaire sur cette place, lieu symbolique des revendications syndicales et de la lutte pour la démocratie. Une importante délégation syndicale européenne et internationale a participé à la manifestation unitaire.

[Communiqué de presse de la CES](#)

La CES soutient les travailleurs grecs

05/05/2010 – John Monks a participé à la grève générale grecque organisée à Athènes par les syndicats affiliés de la CES : GSEE et Adedy. Il y a transmis les messages de solidarité du mouvement syndical européen. « L'Europe et le gouvernement grec doivent travailler ensemble, y compris avec les partenaires sociaux, afin de mettre en place un plan de relance. Et je parle bien de relance, et pas de réductions qui déclencheront une dépression. Je ne parle pas de conditions qui appauvriront



le pays, ni de réductions de salaires et de conditions qui affaibliront la demande et se traduiront par des nouvelles augmentations du chômage » a-t-il déclaré. [La CES, dans un communiqué conjoint avec la CSI, a condamné l'attentat mortel sur trois employés de banque grecs](#) perpétré après la fin de la manifestation.

[Communiqué de presse de la CES](#)
[Discours de John Monks lors de la grève générale à Athènes](#)
(Uniquement en anglais)

RÉUNIONS MAJEURES – CONFÉRENCES – PROJETS

5^{ème} Sommet syndical UE-Amérique latine consacré au travail décent

04-05/05/2010 – Le V^{ème} Sommet syndical Union européenne – Amérique latine et Caraïbes, organisé par la CES, la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (CSA), a eu lieu à Madrid.

Le travail décent, l'emploi, la cohésion sociale et le respect des droits des travailleurs ont été au cœur des débats. Le sommet syndical a été organisé à la veille du [VI^{ème} Sommet des Chefs d'État de l'Union européenne \(UE\), d'Amérique latine](#)

[et des Caraïbes](#) (Madrid, 18 - 19 mai) lors duquel le mouvement syndical a présenté ses revendications.

[Communiqué de presse de la CES](#)
[Discours prononcé au Sommet syndical](#)



[Interview]



Entretien avec Joël Decaillon

Joël Decaillon, secrétaire général adjoint de la CES, nous entretient sur les répercussions sociales de la crise économique et notamment sur l'impact des plans d'austérité et sur la précarisation du travail.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de la crise qui a frappé la Grèce et plus largement la zone euro ?

Joël Decaillon (JD) : Le premier enseignement à tirer concerne le temps de réaction de l'Europe face à la crise, qui a montré, surtout au début, un manque de gouvernance flagrant. La réponse de l'Europe n'a pas été seulement tardive, mais aussi difficile à mettre en musique. On ne doit non plus oublier que dans un premier temps, l'Europe n'a pas caché des contradictions sur le bien fondé d'une aide à la Grèce. Lentement, ces contradictions se sont réduites et ont abouti à un Sommet qui a permis de définir une tentative de gouvernance européenne et de proposer des premières réponses à l'aide financière. Le second élément à retenir est l'incroyable puissance des marchés financiers et le rôle joué par les fonds spéculatifs dans l'organisation de la société: nous avons tous vu à quel point ces fonds peuvent peser sur les décisions des Etats et des institutions internationales.

Cette crise a révélé que l'Union européenne, et la zone euro en particulier, ont besoin d'une véritable gouvernance, permettant d'anticiper les problèmes, de négocier la croissance, et de traiter des dissymétries économiques existantes, qui ne se sont pas résorbées avec la création de la monnaie unique, et de fixer des objectifs économiques à moyen et long terme. Dès le début de la crise en 2008, la Commission a affirmé que le plan de relance européen devait consister à additionner les différents plans de relance nationaux. Cette décision s'est avérée catastrophique dans la mesure où elle n'a pas permis à l'Europe de créer les conditions d'une relance à court, moyen et long terme. Ce choix a empêché à l'Europe d'avoir une vision stratégique dans le cadre de la mondialisation. Cela a affaibli la perception de l'UE tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Un premier signe inquiétant avait été émis lors du Sommet de Copenhague sur le changement climatique. La crise a montré que l'Europe a besoin de son propre projet de croissance, de son propre projet de développement. De même, les ressources consacrées à la relance ont été limitées : bien que leur dette publique soit considérable, les Etats-Unis

ont destiné 6,5% du produit intérieur brut à la relance, soit près de quatre fois plus par rapport au 1,5% consacré par l'Union européenne.

Quel sera l'impact social des mesures d'austérité contenues dans le plan de sauvetage européen adopté lors du Conseil des ministres des finances du 10 mai ?

JD : Tout d'abord, il n'est pas du tout certain que les mesures d'austérité résorbent les déficits publics. La réaction des marchés financiers en atteste : ils ne croient pas à ces plans d'austérité. Ces mesures d'austérité réduisent la croissance et minent la consommation, elles aggravent le chômage et affectent la capacité productive. Les recettes fiscales et sociales se sont effondrées : moins de 200 milliards d'euros en année pleine (2009). Ces mesures d'austérité sont extrêmement dangereuses. Pour reprendre une expression d'un économiste français, Jean Paul Fitoussi, « *ce n'est pas le moment de couper l'oxygène* ». Les risques de hausse du chômage et de réduction importante du bien être social sont extrêmement grands. L'impact des interventions de ce type par le Fonds monétaire international (FMI) en Amérique latine dans les années 1980 ont montré que ces politiques ne résoudraient pas les problèmes de l'emploi, en revanche, elles ont plutôt conduit au recours au travail au noir et miné la solidarité et la cohésion sociale, ainsi que les systèmes fiscaux.

Comment pouvons-nous éviter ces crises financières à répétition ?

JD : Il est urgent de renforcer les moyens de coordination fiscale au niveau européen, d'accroître la transparence fiscale et de mettre en place des nouvelles fiscalisations, telles que la taxation des transactions financières. L'harmonisation fiscale doit être accompagnée par une véritable gouvernance bancaire, par la simplification des structures de contrôle des autorités publiques et par un accès sélectif aux moyens de refinancement auprès de la Banque centrale européenne (BCE). Un autre élément déterminant est la mise en place des politiques publiques afin d'entraîner les secteurs privés dans la transformation de la croissance vers une croissance durable.

Dans le même temps, il est impératif d'avoir une intégration économique européenne renforcée, car le dysfonc-



[Interview]

Entretien avec Joël Decaillon (suite)

tionnement et les asymétries de compétitivité à l'intérieur de la zone euro et de l'Europe posent problème pour assurer la cohérence et la cohésion économique. L'Europe a ainsi besoin d'une politique budgétaire expansive et d'un plan de relance sérieux et coordonné. Un élément fondamental est à retenir : aujourd'hui, le centre de gravité de la croissance mondiale s'est déplacé vers l'Asie et l'Amérique latine. Face à cette situation, l'Europe a un besoin urgent de développer des politiques industrielles fortes, durables et dynamiques, basées sur des politiques bas carbone et sur l'exploitation des nouvelles technologies. Nous devons mettre en place une coordination industrielle communautaire qui s'appuie sur un investissement dans le travail en revoyant la part attribuée au travail et au capital, l'écart n'ayant cessé de se creuser au profit du capital. Avec une démographie défavorable, il est absolument vital de compenser le développement des capacités humaines, en s'appuyant sur la promotion du travail et des capacités humaines. Des efforts sans précédents doivent être faits au niveau de la formation et de la qualification.

Les emplois précaires se généralisent appauvrissant la société dans son ensemble. Comment inverser la tendance de la précarité ?

JD : Pour inverser cette tendance, nous devons promouvoir le travail et nous tourner vers une nouvelle répartition entre évolution de productivité et salaire. La croissance durable dont l'Europe a extrêmement besoin ne peut s'appuyer que sur une stabilité et une sécurité de l'emploi. Les travailleurs accepteront la mobilité seulement si celle-ci est assurée dans le cadre d'une sécurisation de leur parcours professionnel. Cela ne peut pas être conçu sans le respect du droit social, sans des instruments de dialogue social soutenus et sans un Etat de droit social réel dans tous les pays de l'Union européenne. Dans ce domaine là, la Commission européenne ne peut pas se soustraire à ses responsabilités. La valorisation des compétences, formelles ou informelles, les qualifications, la formation tout au long de la vie, ne doivent pas être que de coquilles vides, mais une réalité partagée par les travailleurs, dans le cadre de mutations possibles dans leur emploi. Les salariés doivent pouvoir bénéficier de garanties et de sécurités par des systèmes développés de cohésion et de solidarité sociale. Historiquement, ces éléments constituent la base du modèle social européen. Cette base est aujourd'hui remise en cause dans un bon nombre de pays de l'UE. On ne peut pas construire un système social démocratique en le fondant sur la précarisation du travail. ●

[Calendrier syndical]

Mai – Juin 2010

04-05/05/2010	Forum syndical UE-Amérique latine (Madrid)	
05-08/05/2010	Congrès de la CGIL (Rimini)	Programme du Congrès
16-20/05/2010	Congrès de la DGB (Berlin)	Programme du Congrès
26/05/2010	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
27-28/05/2010	Congrès de l'OPZZ (Varsovie)	Programme du Congrès
01/06/2010	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
01-02/06/2010	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	
07-09/06/2010	Congrès du Nordic Labour (Helsingor)	
07-11/06/2010	Congrès de la CFDT (Tours)	Programme du Congrès
21-25/06/2010	Congrès de la CSI (Vancouver)	Programme du Congrès



[Calendrier de l'Union européenne]

Mai – Juin 2010

05/05/2010	Sommet UE–Canada (Bruxelles)	Ordre du jour du Sommet
05–06/05/2010	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
07/05/2010	Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de pays de la zone euro (Bruxelles)	Ordre du jour du Sommet
09/05/2010	Réunion extraordinaire des ministres des finances (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
10–11/05/2010	Conseil Éducation, jeunesse et culture (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
10–11/05/2010	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
16/05/2010	Sommet UE–Mexique (Santander)	Ordre du jour du Sommet
17/05/2010	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
17–20/05/2010	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
18/05/2010	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
18–19/05/2010	Sommet UE–Amérique latine et Caraïbes (Madrid)	Ordre du jour du Sommet
25–26/05/2010	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
26–27/05/2010	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
31/05/2010	Conseil Transport, télécommunications et énergie (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
03–04/06/2010	Conseil justice et affaires intérieures (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
06/06/2010	Sommet UE–Egypte (Barcelone)	Ordre du jour du Sommet
07/06/2010	Réunion de l'Eurogroupe (Luxembourg)	Ordre du jour de la réunion
07–08/06/2010	Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
08/06/2010	Conseil ECOFIN (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
14–17/06/2010	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
14–15/06/2010	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
16/06/2010	Sommet UE–Nouvelle Zélande (Madrid)	Ordre du jour du Sommet
17–18/06/2010	Conseil européen (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
21/06/2010	Conseil Environnement (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Inquiétude de la CES vis-à-vis du plan le sauvetage de la Grèce

04/05/2010 - La CES a exprimé son inquiétude vis-à-vis du plan de 110 milliards d'Euros pour le sauvetage de la Grèce. **Ce plan fera peser une charge inacceptable sur les travailleurs et leurs familles : pas moins de 16% du PIB sera prélevé sur les salaires, les emplois et les dépenses du secteur public.** Le mouvement syndical européen craint que la Grèce entre dans une longue récession avec un chômage dépassant de loin les deux chiffres. Selon la CES, les réductions des dépenses sociales et des salaires effectuées aujourd'hui en Grèce pourraient être les réductions de demain au Portugal et en Espagne et les réductions d'après-demain en France, Allemagne, Belgique, etc. **La CES a incité les décideurs européens à empêcher les spéculateurs de détruire notre modèle social et à rompre avec ce type « d'ajustement structurel barbare ».**

[Communiqué de presse de la CES](#)

Plan de crise européen : les travailleurs risquent d'en payer le prix fort

11/05/2010 - Suite à son [appel à lutter contre la spéculation financière](#), lancé à la veille du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la zone Euro, la CES estime que des progrès significatifs ont été accomplis lorsque le Conseil pour les affaires économiques et monétaires (ECOFIN) a trouvé un **accord sur un mécanisme de soutien aux pays rencontrant des difficultés à emprunter** de l'argent sur les marchés mondiaux. Toutefois, **le prix à payer pour protéger la monnaie unique des spéculateurs sera très élevé** : les pays qui feront appel à ce soutien risqueront de devoir **réduire drastiquement leurs dépenses publiques**, en faisant précipiter l'économie dans une récession prolongée. Pour la CES, **les travailleurs vont probablement devoir à nouveau supporter le coût de la crise.**

[Communiqué de presse de la CES](#)

Austérité : l'organisation d'un Sommet social tripartite extra-ordinaire s'impose

14/05/2010 - La CES a envoyé un [courrier à José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne](#), pour lui demander de **convoquer un Sommet social tripartite urgent**, en raison des mesures d'austérité venant d'être appliquées dans de nombreux pays européens. *« Nous avons besoin d'une approche plus appropriée, moins rigide, de la part des leaders européens, afin de réconcilier la croissance et le paiement de la dette, si l'on veut éviter que l'Europe plonge dans la récession »* a déclaré John Monks.

La CES se félicite de l'accord de l'ECOFIN sur les fonds spéculatifs et les fonds d'investissement privés

18/05/2010 - Le mouvement syndical européen s'est félicité de la [décision du Conseil ECOFIN](#) de réglementer les fonds spéculatifs et les fonds d'investissement privés. **Il revient maintenant au Parlement européen de protéger la société européenne contre les alchimistes.**

[Communiqué de presse de la CES](#)



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

John Monks au Forum 2010 de l'OCDE

26/05/2010 – John Monks est intervenu au [Forum 2010 organisé à Paris par l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](http://www.viewontv.org/oecd/forum2010/) dans la session consacrée au « **Financing Future Growth** ». Vous pouvez revoir son intervention sur le site internet de l'OCDE : <http://www.viewontv.org/oecd/forum2010/>.



[Ça peut vous intéresser]

Publication de la CES : la nouvelle directive sur les comités d'entreprise européens

La CES vient de publier une nouvelle brochure sur les comités d'entreprise européens (CEE). A la suite d'une campagne menée par la CES et les fédérations syndicales européennes, la refonte de cette directive a été adoptée le 6 mai 2009. Cette publication est disponible en français, anglais et allemand sur le site internet de la CES à la page suivante : <http://www.etuc.org/a/7279>



Euranet, le réseau des radios européennes

Nous vous signalons l'existence du réseau Euranet, comprenant 16 radios dans 12 pays européens différents. Son objectif est l'information européenne vue sous l'angle international, et non pas national. Les émissions d'Euranet sont disponibles en plusieurs langues via le site internet www.euranet.eu, où vous pourrez également trouver une revue de presse quotidienne couvrant les événements les plus importants de l'agenda politique européen.



Équipe éditoriale: ÉDITEUR RESPONSABLE: **John Monks** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !